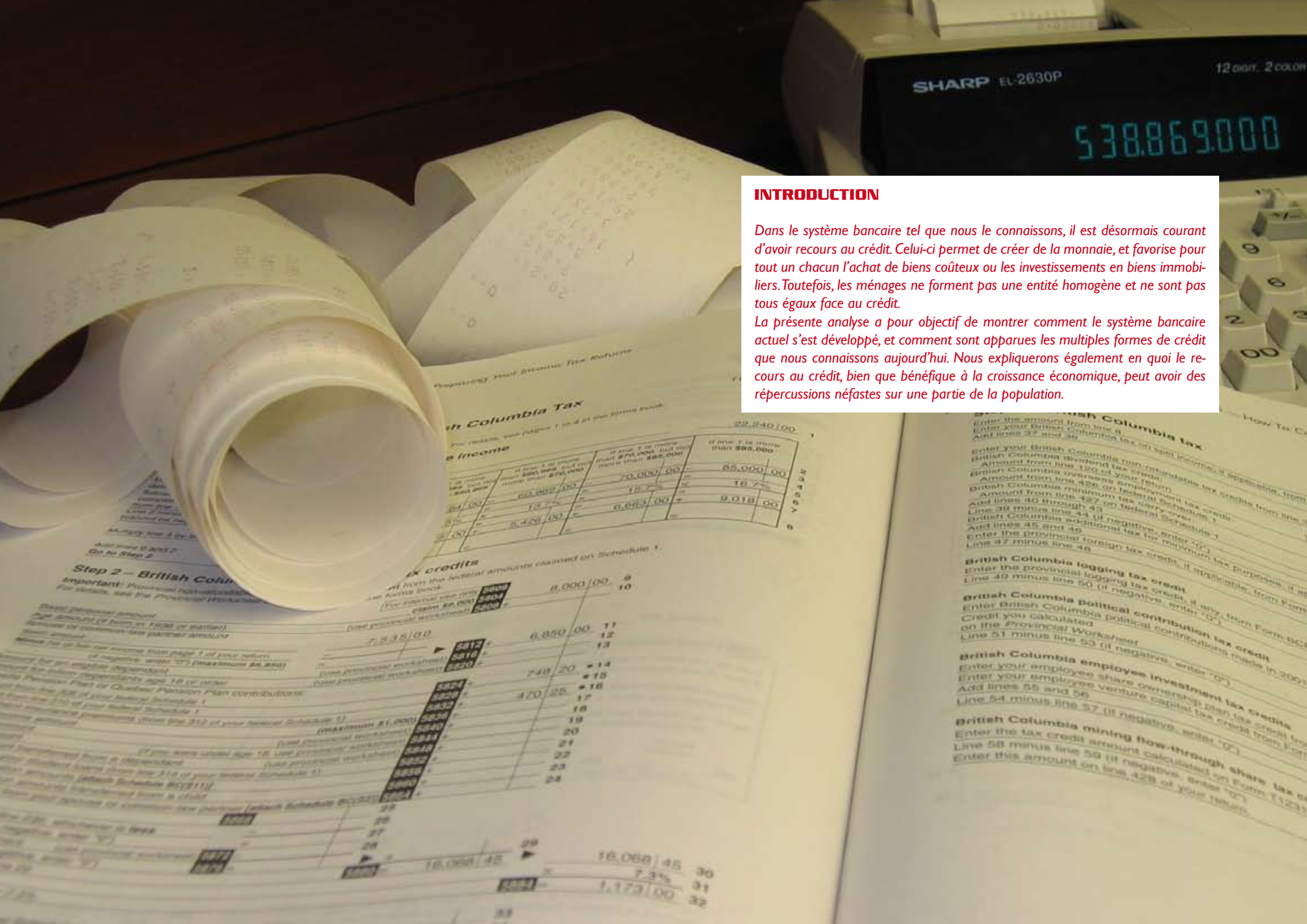


A close-up photograph of a person wearing a white dress shirt. The person's hand is visible, holding a solid red rectangular card. The card is partially tucked into the shirt's pocket. The background is a plain, light-colored wall.

**LE CRÉDIT :
ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ**





SHARP EL-2630P

12 digit, 2 color

538,869.00

INTRODUCTION

Dans le système bancaire tel que nous le connaissons, il est désormais courant d'avoir recours au crédit. Celui-ci permet de créer de la monnaie, et favorise pour tout un chacun l'achat de biens coûteux ou les investissements en biens immobiliers. Toutefois, les ménages ne forment pas une entité homogène et ne sont pas tous égaux face au crédit.

La présente analyse a pour objectif de montrer comment le système bancaire actuel s'est développé, et comment sont apparues les multiples formes de crédit que nous connaissons aujourd'hui. Nous expliquerons également en quoi le recours au crédit, bien que bénéfique à la croissance économique, peut avoir des répercussions néfastes sur une partie de la population.

British Columbia Tax

	If over 1.00 million plus \$25,000, but not more than \$75,000	If over 1.00 million plus \$75,000, but not more than \$25,000	If over 1.00 million plus \$25,000
Line 40	60,000.00	70,000.00	85,000.00
Line 41	13.7%	15.7%	16.7%
Line 42	8,428.00	6,663.00	9,018.00

Step 2 - British Columbia

Line 43	7,835.00
Line 44	5812
Line 45	5816
Line 46	5950
Line 47	5824
Line 48	5828
Line 49	5832
Line 50	5836
Line 51	5840
Line 52	5844
Line 53	5848
Line 54	5852
Line 55	5856
Line 56	5860
Line 57	5864
Line 58	16,068.45
Line 59	16,068.45
Line 60	7.3%
Line 61	1,173.00
Line 62	
Line 63	
Line 64	
Line 65	
Line 66	
Line 67	
Line 68	
Line 69	
Line 70	
Line 71	
Line 72	
Line 73	
Line 74	
Line 75	
Line 76	
Line 77	
Line 78	
Line 79	
Line 80	
Line 81	
Line 82	
Line 83	
Line 84	
Line 85	
Line 86	
Line 87	
Line 88	
Line 89	
Line 90	
Line 91	
Line 92	
Line 93	
Line 94	
Line 95	
Line 96	
Line 97	
Line 98	
Line 99	
Line 100	

Enter the amount from line 40
Enter your British Columbia tax on split income, if applicable, from lines 37 and 38
Enter your British Columbia non-split income tax credit, if applicable, from line 39
Enter your British Columbia dividend tax credit, if applicable, from line 40
Enter your British Columbia overseas employment tax credit, if applicable, from line 41
Enter your British Columbia minimum tax carry-over, if applicable, from line 42
Enter the provincial logging tax credit, if applicable, from Form 5001
Enter the provincial foreign tax credit, if applicable, from Form 5002
Enter the provincial political contribution tax credit, if applicable, from Form 5003
Enter your employee share ownership plan tax credit, if applicable, from Form 5004
Enter the tax credit amount calculated on Form 5005
Enter this amount on line 428 of your return

HISTORIQUE



Depuis toujours, l'homme a cherché à faciliter les échanges et le commerce. Pour éluder les inconvénients du troc tels que la conservation, le transport ou le fractionnement, les Grecs furent les premiers à utiliser des monnaies métalliques frappées. Chez nous, c'étaient les orfèvres qui frappaient les pièces de monnaie en métaux précieux et malléables tels que l'or ou l'argent. Pour garder ces fortunes en sécurité, ils fabriquèrent aussi des chambres fortes qu'ils louaient aux riches pour y placer leur or et objets de valeur.

Lorsqu'une quantité d'argent était déposée chez l'orfèvre, celui-ci remettait un reçu en échange des biens confiés. Les quantités de monnaie laissées en dépôt dans ces chambres fortes devenant de plus en plus importantes et de moins en moins maniables, ces reçus étaient finalement échangés directement. Ainsi apparaissent les premières monnaies-papiers, sorte de billets de change qui représentent une valeur de monnaie pouvant être retirée auprès d'une banque ou d'un commerçant. Les billets restaient ensuite en circulation et étaient rarement échangés contre la monnaie. Les orfèvres commencent à prêter contre intérêts une partie de la monnaie dormant dans leurs réserves en avançant l'argent directement sous forme de billets. Les orfèvres étaient devenus des banquiers, la différence entre le taux prêteur et le taux emprunteur couvrant leurs frais de fonctionnement et générant les bénéfices de la banque.

Peu à peu, les banques se sont mises à prêter des quantités bien plus importantes de monnaie que celles dont elles disposaient en réserve. Cela ne posait aucun problème tant que les clients ne venaient pas tous retirer leur argent au même moment. Au départ, ces pratiques ne plaisaient pas vraiment aux gouvernements mais elles permettaient un développement soutenu de l'économie. Les gouvernements ont alors imposé un système de réserves fractionnelles obligatoires de monnaie. En échange du respect de ces réserves obligatoires par les banques, les gouvernements se sont engagés à leur prêter de la monnaie lors de fortes demandes de retraits via les banques centrales.

Au XX^{ème} siècle, pour des raisons de sécurité et de facilitation des transactions commerciales, de nouveaux systèmes de paiements tels que les chèques, les

virements bancaires ou les domiciliations sont mis en place. On parle alors de monnaie scripturale. La monnaie n'est plus matérielle mais devient une valeur encodée sur des comptes bancaires enregistrés sur des disques durs d'ordinateur.

Longtemps, la valeur des monnaies nationales a été déterminée par rapport à l'or. En 1976, lors des accords de Kingston, toute référence à l'or pour exprimer la parité des monnaies est supprimée. En effet cette référence n'avait plus de sens puisque cela faisait un moment qu'il n'était plus possible d'échanger la totalité de la monnaie en circulation contre de l'or. Le cours d'une monnaie est donc fixé par sa valeur d'échange vis-à-vis d'une autre. Les billets ne peuvent plus être échangés contre de l'or mais simplement contre des billets d'une autre monnaie.

RÔLE DE LA MONNAIE

Aujourd'hui, la masse monétaire est la quantité de monnaie en circulation dans une économie. Elle regroupe l'ensemble des avoirs détenus par les acteurs économiques non-financiers : les administrations publiques, les entreprises et les ménages.



La monnaie remplit trois fonctions essentielles. Elle est un étalon, une unité commune de mesure de la valeur des biens ou services permettant de comparer les prix, revenus ou profits. Elle est aussi un moyen d'échange, c'est-à-dire de commerce. On achète et vend avec

la monnaie plutôt que d'échanger des biens et services de façon directe. Pour cela, il faut que cette monnaie soit acceptée par les deux parties : l'acheteur et le vendeur. Enfin, elle permet de faire des réserves de valeur, c'est-à-dire de postposer l'exercice du pouvoir d'achat, en vue d'une utilisation ultérieure de la monnaie.

La spéculation lui donne un quatrième rôle : elle est un moyen d'enrichissement. Le propriétaire d'une quantité de monnaie peut la transformer en actifs financiers. Il peut donc la prêter contre intérêts ou l'échanger contre des ac-

tions de sociétés afin de les revendre plus cher. Par cet intérêt reçu, ou la part de profit tirée par les actions achetées, la monnaie permet d'engendrer une richesse supplémentaire. Même si on ne peut considérer les actifs financiers comme de la monnaie, ils peuvent la plupart du temps être facilement échangés contre de la monnaie.

LES BANQUES COMMERCIALES



Les banques commerciales prennent en charge cette monnaie et collectent les dépôts des ménages, entreprises et administrations publiques. Elles ne conservent pas cet argent, celui-ci est prêté ou placé. Elles sont aussi l'intermédiaire financier entre les entreprises (ou les États) qui émettent des actions (ou des Bons d'États) et la clientèle des banques.

Avec le système de réserves fractionnelles, lorsqu'une banque accorde un crédit elle met en circulation une quantité de monnaie qui n'existait pas jusqu'alors puisqu'elle n'est tenue que d'en posséder un pourcentage. Elle génère donc de la monnaie. Ainsi, les dépôts sur un compte en banque sont en fait une dette que la banque s'engage à rembourser à son client. Si les banques ne pouvaient prêter que l'argent qui y est déposé, ce seraient les dépôts qui fixeraient la quantité maximum de monnaie pouvant être prêtée. Avec le système de réserves fractionnelles, quand la banque fait un crédit, elle crée de la monnaie qui va être dépensée et déposée sur un autre compte bancaire. Ce sont maintenant les crédits qui fixent les dépôts.

La monnaie ainsi créée a une durée de vie limitée : celle de la durée de la créance. A chaque fois que l'emprunteur rembourse une partie de sa dette, une petite quantité de cette monnaie créée disparaît. Si les banques commerciales arrêtaient d'accorder des crédits, la monnaie scripturale disparaîtrait. La monnaie scripturale ne correspond donc pas à un stock mais bien à une multitude de flux de création et de disparition de dettes.

En guise d'exemple très simplifié, supposons qu'une banque possède 1000 €. La réserve obligatoire étant de 10 %, elle peut prêter 9000 €. A partir de ces 1000 € de base, la banque peut donc créer 9000 € grâce à ce crédit. Un client emprunte ces 9000 € pour faire un achat. Il paye avec son chèque de la banque de 9000 €. La personne qui reçoit ce chèque le dépose dans sa propre banque. Cette autre banque ne peut pas prêter directement ces 9000 €, elle doit d'abord le diviser par le ratio de réserve fractionnelle, elle doit donc mettre 900 € en réserve. Cette seconde banque pourra donc prêter $9000 - 900 = 8100$ € et ainsi de suite, nous aurons la même opération : $8100 - 810 = 7290$ € prêtés, puis $7290 - 729 = 6561$ € prêtés, etc.

A partir des 1000 € mis en réserve, le système de crédit va créer : $9000 + 8100 + 7290 + 6561 + \dots + 0,01 = 81\ 000$ €



Avec la mondialisation, les marchés financiers se sont vertigineusement développés. Les produits proposés aussi. On y achète et vend toutes sortes de créances à des entreprises ou administrations telles les actions ou obligations. En une vingtaine d'années, de nouveaux produits, appelés produits dérivés, ont surgi sur ces marchés et représentent aujourd'hui la majeure partie de leur activité. Ces produits dérivés sont essentiellement constitués de contrats de vente à terme de marchandises, actions, portefeuilles, devises ou indices boursiers à un prix fixé préalablement permettant ainsi la spéculation à la baisse sur la valeur de celui-ci. Les différents intervenants sur ces marchés tels que les banques, fonds de pension ou hedge funds n'ont qu'un seul objectif : la rentabilité maximale de leurs placements. Ils ne se soucient guère des effets des crédits qu'ils achètent ou vendent. La création monétaire par le crédit exige une croissance économique forte, perpétuelle et stable.

Afin de favoriser la croissance, il faut toujours créer plus de crédits, et donc prendre toujours plus de risques de ne pas se les voir remboursés. La volonté de maximiser les profits dans le chef des banques commerciales ne fait qu'accentuer ces prises de risques. La crise des subprimes en est un triste exemple.

Il importe donc de limiter l'utilisation des crédits afin d'éviter ce type de risques. Pour ce faire, la Banque centrale européenne a dès lors un rôle crucial à jouer, en mettant en œuvre un système de régulation.

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)



EUROPEAN CENTRAL BANK

EUROSYSTEM

Outre son droit d'émission de billets en euros, le rôle principal de la BCE est de gérer, surveiller, piloter la politique monétaire de la zone euro. Elle veille au pouvoir d'achat des ménages en évitant l'inflation.

On parle d'inflation lorsque la masse monétaire augmente plus vite que le volume de production et de commerce de biens réels, ce qui a pour conséquence une baisse du pouvoir d'achat. La politique menée par la BCE a pour objectif chiffré de limiter la hausse de l'Indice des Prix à la Consommation, c'est-à-dire l'inflation, à maximum 2% par an. Cela évite en même temps de grandes variations des prix, nuisibles à la durabilité de l'activité économique et donc à l'emploi. Le principal outil de la BCE pour atteindre ses objectifs est le taux d'intérêt directeur. Pour faire face à la demande de monnaie, les banques commerciales doivent emprunter à la Banque Centrale à un taux d'intérêt appelé taux d'intérêt directeur. Celui-ci est directement répercuté sur les taux des banques commerciales qui prêtent à leur tour aux ménages et entreprises. Une autre grande mission de la BCE est de gérer la stabilité du système financier en organisant les paiements interbancaires ou en accordant des crédits aux banques commerciales.

A l'heure actuelle, les banques centrales ne possèdent plus de stock de monnaie au sens strict. Afin de jouer leur rôle de régulateur, elles peuvent injecter ou retirer une quantité de monnaie sur le marché en achetant ou vendant des actifs financiers. Quand la banque centrale achète pour 1000 € d'actions ou obligations, elle met en fait sur le marché 1000 € en devises et augmente ainsi la quantité d'argent en circulation. Si elle revend pour 1000 € d'actifs, elle ôte 1000 € du marché. Par exemple, en mai 2009, pour sortir de la crise et aider les institutions financières en manque de liquidités, la BCE a acquis des obligations achetées aux entreprises pour une valeur de 60 milliards d'euros. Cela permet d'injecter dans le système économique 60 milliards d'euros et d'ainsi augmenter la masse monétaire.

Les crédits créés par les banques commerciales sont convertibles en monnaie fiduciaire émise par une banque centrale. Une partie de la monnaie détenue par les clients d'une banque l'est sous forme de billets alors que la monnaie créée l'a été sous forme scripturale. Les banques commerciales ne peuvent pas créer

de billets, seule la banque centrale le peut. Les banques commerciales doivent se procurer les billets auprès de la banque centrale en déduisant la somme sur leur compte à la banque centrale. Les avoirs en billets de la banque centrale sont donc une limite à la création de monnaie par les banques commerciales. Le système bancaire ne peut donc créer de monnaie s'il ne dispose pas des avoirs suffisants à la banque centrale afin d'y retirer les billets demandés par ses clients.

CONCLUSION : LES LIMITES DE LA DEMANDE DE CRÉDITS ET L'ACCUMULATION DE L'ÉPARGNE



Si c'est le crédit qui crée la monnaie, il faut qu'il y ait une demande de crédit pour créer de la monnaie. Si personne ne fait de crédit, il n'y a pas de création monétaire. Pour une entreprise, l'endettement est synonyme d'investissement, souvent au profit de la productivité ou de l'expansion. Mais une entreprise qui paraîtra trop endettée n'attirera plus les investisseurs, voyant ainsi le cours de ses actions baisser et risquant dès lors la faillite.

L'endettement des ménages permet leur consommation de biens et services ou leurs investissements en biens immobiliers. Il leur permet l'achat de biens très coûteux tels qu'une voiture ou un logement.

Toutefois, les ménages ne forment pas une entité homogène. Avec les nouvelles technologies à disposition des ménages, les établissements financiers offrent une multitude de possibilités de placement de l'épargne. Une grande partie de la plus-value rapportée par les placements de l'épargne des ménages n'est pas dépensée dans la consommation mais ajoutée à cette épargne. Ce mécanisme d'accumulation de l'épargne soumet le capital financier à une dynamique de croissance constante. Les intérêts permettent l'accumulation de l'épargne, dont le placement provoque une croissance des actifs financiers, c'est-à-dire une augmentation des créances, et donc de la création monétaire.

Pour continuer à se développer, le système financier actuel doit donc favoriser la création de crédits. C'est ainsi qu'une multitude de nouvelles formes de

crédits ont vu le jour. En parallèle, dans notre société de consommation, l'endettement des ménages sert de plus en plus à satisfaire des besoins immédiats, moins coûteux qu'un logement ou une voiture. Dans le cas de nombreux ménages moins favorisés, les crédits sont utilisés pour assouvir un besoin d'appartenance sociale via la possession de biens. Le taux d'endettement des ménages en Belgique est passé de 60,2 % en 1995 à 82,4 % en 2007. Si la création de crédit peut paraître sans limite, l'endettement des ménages ne l'est pas.

Les ménages sont donc devenus aujourd'hui les principaux possesseurs d'actifs financiers mais forment un acteur économique très hétérogène : certains s'enrichissent aisément alors que d'autres croulent sous les crédits, à la limite de la solvabilité. Et, outre les objections morales et les risques sociaux liés au surendettement, on peut se poser la question de savoir si le fait que les ménages les plus riches s'enrichissent par ce système, alors que les plus pauvres s'endettent, ne risque pas d'entraîner à terme une véritable dualisation de la population, défavorable au développement durable de notre économie.

SOURCES

Groupe bancaire 2002, «Le monde des banques et des Bourses», Hérodote, n°109, p.129-162, La Découverte, 2e semestre 2003

JACQUILLAT Bertrand, LEVY-GARBOUA Vivien, «Les 100 mots de la crise financière», Que sais-je?, P.U.F., 2010.

Brochures de la Banque nationale de Belgique :

La Banque nationale de Belgique, une banque centrale moderne au service de la société (http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/brochures/brochNBB_FR.pdf)

La Banque nationale de Belgique : principales activités (<http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/brochures/activite2010.pdf>)

Dossier pédagogique de la Banque nationale de Belgique (<http://www.nbbmuseum.be/nl/teachers/catalogue?lang=fr>): « Du boeuf à l'euro, une brève histoire de la monnaie », « Du marché commun à l'union monétaire », « La Banque nationale de Belgique : le rôle d'une banque centrale au coeur de Eurosysteme », « Une monnaie stable », « Une forteresse de papier », « Fiches d'informations »

Auteur : Geoffroy Delitte
Novembre 2010

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Communauté française



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be